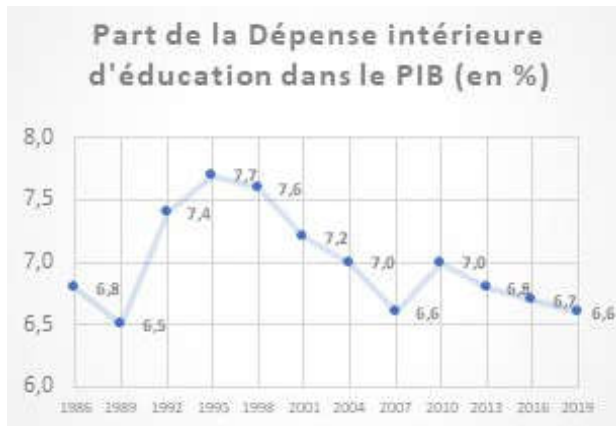


AJOUTER 26 MILLIARDS POUR L'EDUCATION : C'EST POSSIBLE !

Une part des richesses consacrées à l'Education toujours en baisse :

La note de la DEPP (direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance) d'octobre 2020 fait état d'une DIE qui s'élève à 160,5 Mds d'euros pour 2019. La France ne consacre plus que **6,6%** de sa richesse produite pour l'éducation, **soit 1,1% du PIB de moins par rapport à 1996** ou cette dernière s'élevait à **7,7% du PIB** et **0,1% de moins que 2018** alors que le PIB a continué d'augmenter. (2427 Mds soit 74 Mds de plus que 2018).

Evolution de la DIE et de sa part dans le PIB



Source : Note d'information n°20.35 DEPP 10/20

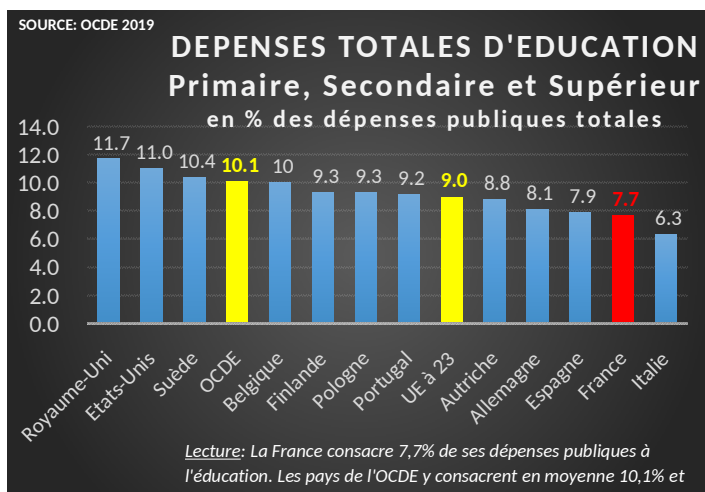
Ce choix se décline évidemment au niveau de l'octroi des enveloppes de DGH aux établissements et impacte fortement les élèves ainsi que les conditions d'enseignement.

Quand bien même, le gouvernement se galvanise de la hausse de la dépense (+0,8 Mds), cette dépense est évidemment à relativiser comme expliqué ci-dessus puisque le PIB est en hausse et reste anecdotique au regard de l'augmentation des effectifs dans le primaire et le secondaire.

Si la France consacrait le même pourcentage de PIB en 2019 qu'en 1996, il y aurait environ **26,5 Milliards d'investissement en plus dans l'Education** soit un peu plus d'un tiers du budget de l'Education Nationale en plus (le Budget du MEN prévu pour 2021 est de 74,5 Mds) !

Une dépense par élève et une part des dépenses d'éducation parmi les dépenses publiques inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE

En moyenne (Dollars convertis en Euros), la dépense par élève (primaire à étudiant) est inférieure en France (8920€) (cf note d'Information DEPP 2020) aux pays de l'OCDE sur une base de 2018 (9154€).



Pourtant, des richesses continuent à être massivement créées. Le PIB continue à être en hausse au moins jusqu'à la crise sanitaire. En 2020, la fortune des 500 fortunes les plus riches de France a continué à progresser (+3%) à mesure de l'appauvrissement des classes moyennes et des classes populaires (+439% en 10 ans). L'évasion fiscale se porte toujours aussi bien en France avec 100 milliards d'euros qui ne tombe pas dans les poches de l'Etat. C'est plus que le budget de l'Education Nationale et que le déficit budgétaire Français. En outre, en pleine crise sanitaire pour cette fin d'année 2020, le CAC 40 vient de boucler son meilleur mois depuis 30 ans.

Rajouter 26,5 milliards d'euros au budget de l'EN est donc faisable. La question est : quel type de société désirent nos dirigeants ? La réponse est de plus en plus évidente... La politique d'austérité publique et la casse des services publics entraînent une diminution des ETP créés et une dégradation des services rendus.

Ne cessons jamais de militer pour une éducation digne et émancipatrice et de lutter contre les politiques régressives qui détroussent notre système social.

Soyons force de proposition et rappelons haut et fort que l'Education doit être LA priorité nationale, en exigeant des moyens ambitieux.